

La gestion décentralisée des ports maritimes, par Robert RÉZENTHEL
(Note sous Cons. d'Ét. 19 avr. 1989, *Commune de Saint-Gilles-Croix-de-Vie*)

938

construire (à propos de quatre jugements du tribunal administratif de Besançon), par Bernard LIME

985

Sur le désistement du déféré préfectoral, par F. M.
(Obs. sous Cons. d'Ét. 16 juin 1989, *Préfet des Bouches-du-Rhône C. Commune de Belcodène*)

941

Droit administratif et droit communautaire

Le juge administratif, le traité et la loi postérieure (nouvelles contributions doctrinales)

1. L'interprétation de l'article 55 de la Constitution, par Louis FAVOREU

993

2. L'arrêt *Nicolo* et l'intégration de la règle internationale et communautaire dans l'ordre juridique français, par Louis DUBOIS

1000

Contentieux

Étude

Le nouveau Code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel, par Jacques ARRIGHI de CASANOVA et B. STIRN

943

Jurisprudence

La qualité de partie devant le juge de cassation, par Serge DAEL

950

(Concl. sur Cons. d'Ét. Section, 3 mars 1989, *M. Falola*)

Droit administratif et droit constitutionnel

Jurisprudence

Le statut constitutionnel du droit de propriété, par Pierre BON

1009

(à propos de la décision du Cons. constit. n° 89-256 DC, 25 juill. 1989, sur l'expropriation d'extrême urgence)

Droit public économique

Jurisprudence

Le contrôle de l'accès à une profession : le cas des auto-écoles, par Charles de LA VERPILLIÈRE
(Concl. sur Cons. d'Ét. Section, 23 déc. 1988, *M. Aitelhadj et autres et M. Boutboul*)

960

Droit administratif et droit international

Actualité législative et réglementaire

1026

par David RUZIÉ

Fonction publique

Jurisprudence

Le licenciement des agents communaux après suppression d'emplois, par Norbert CALDERARO
(Concl. sur Trib. adm. Nice, 25 janv. 1989 (2 espèces), *M. Claude Agostini, M. Hervé Azzaro*)

965

Droit administratif et finances publiques

Jurisprudence

De la nature juridique des actes comptables de dépenses publiques, par Jacques BUISSON
(Réflexions à partir de l'arrêt *Parti écologiste Les Verts C. Parlement européen* - C.J.C.E. 25 févr. 1988, aff. 190/84)

1031

Organisation et relations administratives

Jurisprudence

La non-communicabilité des documents préparatoires, par Serge DAEL
(1. Concl. sur Cons. d'Ét. Section, 23 déc. 1988, *Banque de France C. M. Huberschwiller*; 2. Concl. sur Cons. d'Ét. 16 juin 1989, *Banque de France C. M. Huberschwiller*)

973

Actualité bibliographique

Les grandes décisions de la jurisprudence : droit administratif (J.-F. Lachaume), compte rendu par F. M.

1040

Grands services publics (J.-F. Lachaume), compte rendu par F. M.

1040

Urbanisme

Jurisprudence

Réflexions sur l'utilisation de l'erreur manifeste d'appréciation dans le contentieux du permis de

Arrêts récents du Conseil d'État

1041

Période du 15 septembre au 15 novembre 1989

TABLES DE L'ANNÉE 1989

1052

Les opinions émises dans la revue n'engagent que leurs auteurs.

rtfa 6

1989

Bimestrielle

5^e année

Nov.-Déc.

Pages 893-1066

 sirey

Correspondance concernant la rédaction

Revue française
de droit administratif
Daloz, 11, rue Soufflot
75240 Paris Cedex 05
Tél. : (1) 40 51 53 48

Abonnements

(Joindre paiement à l'ordre de Dalloz-
messageries aériennes sur demande.)

Abonnement annuel partant
du 1^{er} numéro de l'année
6 nos 1990
France et D.O.M. : 515 F
Étranger : 590 F

Administration et abonnements

Daloz, 35, rue Tournefort
75240 Paris Cedex 05
Tél. : (1) 43 31 04 85

Les abonnés qui, à la réception de ce numéro,
constateront que la livraison précédente ne leur est
pas parvenue, sont priés d'en aviser le service des
abonnements sans délai, l'éditeur ne pouvant garan-
tir pendant plus de 6 mois le service des numéros
manquants.

revue française de droit administratif

Table des matières

48.976
2-75

Les nouvelles procédures devant le Conseil d'État

- | | |
|---|-----|
| Les premières applications de l'article 12 de la loi du 31 décembre 1987, par Daniel LABETOULLE | 893 |
| La portée des obligations des communes en matière de logement des instituteurs, par Martine LAROQUE
(Concl. sur Cons. d'Ét. Assemblée du contentieux, avis n° 106902, 7 juill. 1989, <i>Mlle Calé</i>) | 897 |
| Difficultés d'application de la taxe professionnelle en matière d'exploitation d'autoroutes, par Philippe MARTIN
(Concl. sur Cons. d'Ét. Assemblée du contentieux, avis n° 106284, 7 juill. 1989, <i>Compagnie financière et industrielle des autoroutes</i>) | 909 |
| La cassation sans renvoi devant le juge administratif, par Thierry TUOT
(Note sous Cons. d'Ét. Section, 28 juill. 1989, <i>Département des Hauts-de-Seine</i>) | 918 |

Rubriques

Jurisprudence

Collectivités locales

Étude

Les conditions d'exercice du monopole communal
des pompes funèbres, par Jean-François AUBY 921

La transformation d'une régie municipale d'électricité en société d'économie mixte

- | | |
|--|-----|
| 1. Conclusions, par Emmanuel GUILLAUME | 929 |
| 2. Note, par Jean-François LACHAUME
(Cons. d'Ét. 28 juin 1989, <i>Syndicat du personnel des
industries électriques et gazières du centre de Grenoble
- C.F.D.T. et autres</i>) | 932 |